

*Programme anti-inflation*

l'argent qui se fait, de plus, vive et implacable. Cette lutte est un signe normal de l'égoïsme humain envers toutes choses rares et nécessaires.

Prenons des exemples concrets: l'air que nous respirons, est-ce qu'il y a quelque chose de plus important pour l'homme? Sans cet air, l'homme ne peut plus vivre que quelques minutes. C'est une question primordiale et immédiate de vie ou de mort, l'air que nous respirons. Et pourtant, les hommes ne se battent pas pour accumuler cet air que nous respirons. La Providence l'a donné en abondance. Il n'y a aucune rareté de ce côté. Donc, aucun égoïsme! Voici un autre exemple: au début de la guerre, le gouvernement fédéral a imposé certaines restrictions et certains rationnements.

On a aussitôt assisté à la lutte et à l'égoïsme, non plus tellement autour de l'argent qui était alors relativement abondant, mais surtout autour des coupons de rationnement et des produits rationnés. C'était une réaction normale de la nature humaine en face d'une chose rare et nécessaire.

Ainsi lorsque nous voyons d'un côté des augmentations de salaire et de l'autre des augmentations de prix, nous assistons à une réaction humaine devant une chose rare et nécessaire. Devant une telle situation, nous croyons qu'une augmentation du pouvoir d'achat loin d'aviver l'inflation ne peut que l'atténuer et même l'annuler, pourvu que cette augmentation soit faite selon des normes scientifiques.

Dans une société libre, toute atteinte à la monnaie est grave, du fait qu'elle touche à la mesure des valeurs dans les échanges entre humains, ce qui est le fond même de la vie économique. Les principaux responsables de la dévaluation de la monnaie qui sert à notre vie quotidienne sont ceux qui nous gouvernent. Les dirigeants des grands syndicats ouvriers qui, chaque année, remettent en mouvement le mécanisme des pressions destinées à faire hausser les salaires de leurs syndiqués, font leur part pour avancer d'un tour la spirale inflationniste, mais plus efficaces qu'eux tous pour assurer la dévaluation continue de la monnaie sont les hommes qui décident des impôts et des taux d'imposition, des taxes de toute sorte, des taux d'intérêt augmentés à l'occasion des impôts que nous aurons à subir et qui créent les activités publiques dont ces mêmes impôts doivent servir à défrayer le coût. Tout impôt est inflationniste. Il est suffisamment important de s'arrêter à cette question de taxation et d'impôt. Tout impôt est inflationniste. C'est une vérité courante qu'il ne faut pas se lasser de répéter. Il est nécessaire de mettre fin aux pressions qui causent la hausse continue des salaires, mais il est inutile que le gouvernement légifère dans ce sens si par ailleurs il ne cesse d'augmenter ses exigences fiscales qui pèsent sur les salariés, les producteurs et les commerçants.

Voici par exemple notre administration libérale qui, prenant son courage à deux mains et reniant même les principes de laisser-faire jadis proclamés, décrète un gel provisoire des salaires et des prix, tandis qu'au même moment on ne dérange rien dans le système fiscal, ce qui ne manquera pas de provoquer des nouvelles hausses de prix et de salaires. Nous constatons qu'en présence de cette augmentation continue du coût de la vie, l'argent n'a plus de valeur, cependant les gens continuent d'acheter et les problèmes s'accroissent. On achète à crédit avec des cartes Charge et autres, et les gens continuent de s'endetter.

J'aimerais citer un article publié dans *Le Devoir* du vendredi 13 décembre 1974, d'un économiste et professeur à l'Université McGill, M. Velk, qui a été conseiller auprès du *Federal Reserve System* des États-Unis. Il est présentement conseiller économique auprès de la Commission conjointe

[M. Dionne (Kamouraska).]

des Affaires économiques du Congrès américain. Les circonstances s'y prêtent bien pour citer un extrait de cet article publié sous le titre «Le pouvoir extraordinaire des banquiers dans la crise de l'inflation».

On a l'habitude de critiquer les créditistes ou de rire de ce que les créditistes disent dans le domaine du pouvoir bancaire. M. Velk, que je ne connais pas, n'est sans doute pas créditiste, mais de toute façon, je veux citer ce qu'il mentionnait dans un article. N'importe qui peut le vérifier. Voici le texte:

Nos difficultés économiques actuelles découlent de deux facteurs principaux, soit la redécouverte par les banquiers internationaux du secret touchant à la fabrication de la monnaie, et l'augmentation colossale, au niveau international, du nombre de paiements effectués par l'intermédiaire des banques—augmentation due en partie à la hausse des prix provoquée par les cartels d'État des nations productrices des matières de base.

● (1440)

Il est évident qu'une répartition équitable des avantages est difficile dans un système contrôlé par la finance. Nous vivons présentement dans une situation où les scandales de tous genres se multiplient; nous constatons des dépenses exagérées. Dans un pareil climat social, les valeurs sont parfois bouleversées.

Les gouvernements, les ministres, les députés, les chefs syndicaux, le milieu du crime organisé, bref, tout le monde y passe. Mais pendant ce temps les véritables problèmes de contrôle du coût de la vie et du pouvoir monétaire et bancaire par une poignée d'hommes, et le reste, restent obscurs et continuent de profiter du citoyen. Le véritable scandale, il est là: les pouvoirs discrétionnaires des banques à charte privée, leurs alliances avec les gouvernements, leur contrôle dans l'alimentation, dans le financement de la production et la consommation.

Nous vivons dans une société de déséquilibre et de méfiance. Notre tendance sociale est individualiste: chacun pour soi. Beaucoup de gens à faible revenu ne sont pas syndiqués. Beaucoup de syndiqués ne participent pas à leur syndicat. Sans malice aucune, qu'on me permette quand même de dire ou de rappeler qu'à entendre parler les grands spécialistes des partis d'une autre allégeance que le Crédit social est dangereux, que cela créerait l'inflation, que notre argent perdrait sa valeur. C'est donc exactement ce que l'on vit actuellement, et ce n'est pas les créditistes qui dirigent le pays.

Si l'on veut prendre la situation en main, la régulariser, la rendre plus humaine, plus respectueuse du travail de l'homme, il faudra dans le domaine monétaire comme dans le monde du travail ou de l'alimentation s'unir, se regrouper, et pour cela, par le gouvernement, contrôler l'émission de la monnaie et du crédit.

Quand les produits font défaut, on s'en prend à la production. Quand le travail fait défaut, on s'en prend aux travailleurs. Mais ni la production ni le travail ne font défaut dans notre société. La production a ses problèmes, certes. Mais avec les subventions de toutes sortes accordées aux compagnies, pour ouvrir une nouvelle usine ou pour faire de l'expansion, il n'y a réellement pas de problèmes. Le problème c'est de vendre la production. Les travailleurs veulent travailler.

Un bien petit nombre de travailleurs paraît hésitant. Il suffit d'être près des gens, de les écouter, pour s'en rendre compte. Ce qui fait défaut c'est qu'ils ne peuvent pas acheter le fruit de leur travail avec le salaire qu'ils gagnent. Alors, où est le problème? Chez les travailleurs? Non. Sur les capacités de production, avec l'automatisation qui est dans notre société pour y demeurer? Non plus, ce